

Trait d'Union

Le bulletin des membres
et des militants du RWF-RBF

Belgique – België
P.P.
1420 Braine-l'Alleud
n°6/68910

RASSEMBLEMENT WALLONIE – FRANCE

Rassemblement Bruxelles – France



Les élections coûtent cher! *(Ré)affiliez-vous*

(voir en dernière page)

- Editorial du Président, p. 2
- Belgique, le dernier quart d'heure, p. 4
- Constitution wallonne, p. 6
- Les réunionistes se rassemblent, p. 7
- Les trois Wallonie possibles, p. 8
- Vie du Parti, p. 10
- Presse flamande : florilège, p. 12
- Courrier des lecteurs, p. 14

Trimestriel – Septième année
Numéro 24
Juin 2006

Parution :
mars-juin-septembre-décembre
Bureau de dépôt : Braine-l'Alleud

Editeur responsable :
Joël GOFFIN
14, rue Bayard – 1420 Braine-l'Alleud

<http://ruf.be>

Courriel : ruf@ruf.be

De la pensée unique à la pensée eunuque

L'éditorial de Claude Thyse, président du RWF-RBF



Elio Di Rupo, omniprésent dans la presse, a beau retrouver des accents «leburtoniens» pour clamer qu'il faut s'occuper des «vrais problèmes», l'institutionnel revient en force. Occulté quelques jours par l'émotion collective suscitée par le drame de la gare centrale.

Du côté flamand le peuple et les politiques unis retrouvent les accents du Mouvement flamand de toujours.

Yves Leterme remet les pendules à l'heure. Et quoi ? Il demande que le statut de Bruxelles soit à l'agenda de la prochaine réforme de l'Etat ? Où est la surprise ? Il rejoint ainsi la pensée de l'ancien Premier ministre Wilfried Martens qui écrit dans ses mémoires qu'il aspire au parachèvement du projet fédéraliste. Soulignant que ce qu'il avait en tête il y a 30 ans était bel et bien un Etat à deux composantes et non trois. Qui peut croire que le Mouvement flamand a changé ? Et pour quelle raison ? On ne change pas une stratégie gagnante !

Tous les arguments invoqués sont habituels de la surenchère communautaire permanente : remise en cause des accords précédents, limites et financement de Bruxelles, représentation garantie et exorbitante des Flamands à Bruxelles, réduction des pouvoirs royaux, accusations de gabegie, etc.

Les propos de Leterme, le Manifeste du club de la Warande, les projets de Constitution flamande, le débat sur la monarchie, le «Manifeste du printemps» de «l'élite flamande non politique» appelant à la grève générale si la Flandre n'obtient pas en 2007 toutes les nouvelles compétences réclamées, l'exigence de la connaissance du flamand pour l'octroi d'un logement social, etc., tout cela participe d'un même projet, d'une vraie vision d'avenir que les Flamands ont le mérite d'affirmer pour eux-mêmes.

La Flandre, unie, a choisi son modèle de société. Jusqu'à l'obsession. Qui sommes-nous pour leur reprocher ?

Pendant ce temps là, toujours à la recherche du «bon Flamand», une partie de la presse francophone encense Wilfried Martens - «le Premier ministre de Baudouin et le père du fédéralisme d'union» - à l'occasion de la présentation de ses «Mémoires». Oubliant que, jeune leader CVP, il conduisait les «marches

flamingantes sur Bruxelles». Bruxelles dont il n'a jamais vraiment accepté de faire une région à part entière. Il a fallu attendre Jean-Luc Dehaene qui pour mémoire, en acceptant le statut actuel de région en 1989, a curieusement «trahi» (tout à fait provisoirement dans son esprit) cet objectif symbolique essentiel du Mouvement flamand.

A l'occasion des musculation publicitaires du premier mai, les ténors du Parti socialiste ont reconnu – c'est nouveau – que l'offensive flamande actuelle ne peut être comprise que dans le cadre d'une stratégie visant à la disparition du pays. Réveil tardif !

C'est que piégés par la croyance en une Belgique éternelle, à peine dérangée par ce qu'ils ont toujours décrits comme quelques trublions nationalistes flamands ultraminoritaires, ils sont prisonniers de cette «pensée eunuque» qu'ils ont entretenue. Si les partis traditionnels sont cohérents dans leur souhait de survie d'une certaine Belgique, leurs indignations ne sont pas en phase avec la vision flamande de l'avenir. Dans un couple, il faut un minimum de projet commun. Ce n'est plus le cas depuis le tournant que fut le vote de la loi spéciale du 16 janvier 1989, dite du «juste retour territorial» : les richesses doivent revenir là où elles ont été générées. Le début de la fin de la solidarité fédérale. De la Belgique.

Et ils laissent comme d'habitude les Flamands prendre l'initiative. L'«Etat francophone» évoqué aujourd'hui n'est qu'une façon d'accommoder des restes. Et ceux-ci n'ont qu'un temps.

Ne rêvons pas, cette position consiste à cacher une politique d'abandon, de marchandages et de renoncement. L'Etat francophone, c'est l'abandon définitif des francophones des communes à facilité, partout.

A nous de sortir de l'opposition stérile à ce projet flamand d'autonomie, légitime de leur point de vue. Nous, Wallons et Bruxellois francophones, devons affirmer nos propres aspirations et les présenter à l'opinion comme un choix délibéré, positif et constructif. Non pas comme une solution de rechange, un bricolage, auquel nous serions contraints «à cause» des Flamands. Rappelons-nous ces paroles fortes de François Perin citées par Jules Gheude dans une récente carte blanche au *Soir* : «Je me souviens de la terrible colère de Jean Gol» (...) «Il n'y a que deux capitales possibles», déclara-t-il. «Si ce n'est pas Bruxelles, j'en connais une autre autrement prestigieuse!» Il n'a pas prononcé le nom de Paris mais...

C'est le seul choix réaliste.

Belgique : le dernier quart d'heure ?

La Belgique est-elle en bout de course ? On en parle de plus en plus : pillé par le régime des partis, l'Etat belge est attaqué de toutes parts. Le voilà déstabilisé par les scandales sulfureux qui ne cessent d'éclater dans une Wallonie soumise à un parti socialiste dominateur et populiste. Et le voici menacé par le séparatisme radical d'une Flandre hypnotisée par les partis nationalistes.

C'est la fin du mythe de la « belgitude ».

Le fédéralisme est un échec grave : la Wallonie ne sait plus où elle va, Bruxelles déprime et se soumet au veto de sa minorité flamande, la Flandre patronale boucle ses valises. De nouveaux séismes institutionnels se préparent !

Pourra-t-on empêcher la déchirure finale ? La monarchie et les partis détiennent-ils la solution ? Et si la Belgique est amenée à disparaître, existe-t-il un avenir post-fédéral ? A côté d'une République de Flandre qui est en train de se constituer, la Wallonie et Bruxelles n'ont-elles pas intérêt à négocier un avenir commun avec la France. Le débat est lancé : le nouvel ouvrage de Paul-Henry Gendebien ouvre des perspectives qui sortent des sentiers battus.

Editions Labor, 2006 (15 euros)

Compte-rendu du journal l'Echo du 6 mars 2006.

Paul-Henry Gendebien est plus que jamais convaincu que les Wallons et les Bruxellois ne doivent plus lier leur sort à un Etat en perdition et doivent se préparer à une négociation sur le divorce à l'amiable. Il ajoute que dans cette perspective ils doivent toutefois, dès à présent, internationaliser la question de la fixation des frontières - notamment pour fixer le sort de Bruxelles et des francophones de la périphérie - et refuser de se laisser « convoquer » par la Flandre à la prochaine négociation institutionnelle visant à un découpage du pays « par appartements ».

Fondateur du Rassemblement Wallonie-France (RWF), Gendebien a publié aux éditions Labor *Belgique, le dernier quart d'heure ?* En présentant l'ouvrage vendredi, il a souligné qu'il avait ponctué son titre d'un point d'interrogation « par politesse ». Son diagnostic de la Wallonie est féroce et il se dit peu convaincu par le plan Marshall.

La Région représente 33% de la population de la Belgique, 18% des investissements, 16% des exportations, 24% du PIB et 46% du chômage, note-t-il. Elle est dirigée par ce qu'il appelle le «pouvoirisme» du PS, dont le but est d'occuper le pouvoir, doublé d'un populisme qui le rend complice du Front national. Paul-Henry Gendebien constate que face à la Wallonie, la Flandre affiche un projet clair et se comporte comme une nation en devenir.



Laurent Brogniet, Président du RWF Brabant wallon, à côté de Paul-Henry Gendebien lors de la séance de dédicaces à la Foire du Livre

Van Cauwenberghe et Happart plus belges que wallons !

Par Paul-Henry Gendebien.

Les auteurs d'un projet de Constitution wallonne ont renoncé à l'indépendantisme et au séparatisme. A l'article 13 notamment, c'est le wallingantisme naïf qui triomphe, avec une timide allusion à une hypothétique « nation wallonne », évidemment introuvable. On découvre surtout – voyez l'article 130 – un hommage appuyé à la Belgique, à son fédéralisme, puisque « la Wallonie s'inscrit au sein de l'Etat belge dans un esprit de coopération, de solidarité et de loyauté fédérales. » On croit entendre un discours d'Albert II ... Trop, c'est trop ! On reste pantois devant le ralliement de MM. Van Cauwenberghe et Happart à la doctrine fédéralo-belgiciste la plus éculée. Ces Messieurs se sont rangés ... C'est à tort que la presse belge les a accusés de séparatisme. Elle devrait au contraire se montrer soulagée : l'indépendantisme wallon est enterré.

Une remarque s'impose : l'article 139 apporte un modeste progrès par rapport au Contrat d'Avenir et au Plan Marshall qui ignoraient superbement la relation wallo-française. On évoque ici des « relations privilégiées » avec la République française « en matière linguistique, culturelle et dans tous les domaines où la Wallonie le juge opportun. » Cette petite lumière prudentissime et tremblotante ne fait pas lever le soleil : il fallait néanmoins la signaler, tout en regrettant que nos pouvoirs n'aient presque rien fait jusqu'à présent pour appliquer réellement et pour donner une dimension politique aux accords de coopération déjà signés (on les a limités à des contacts épisodiques et purement bureaucratiques entre fonctionnaires subalternes). L'article 139 a le mérite de montrer l'influence croissante du mouvement réunioniste, c'est-à-dire du RWF.

Il reste un immense chemin à parcourir pour extirper la Wallonie de l'étouffoir belge. Ce n'est pas la Constitution wallonne qui y parviendra. Elle n'a d'ailleurs aucune chance d'être votée par le Parlement de Namur. Ce projet ne vise pas à devenir un décret. Ce n'est qu'un exercice destiné à maintenir ses auteurs dans le jeu politique. A preuve, la maladresse (volontaire?) qui a présidé à la rédaction d'un texte à laquelle aucun des quatre partis traditionnels n'a été associé !

Pour le RWF, c'est clair et net : néo-belgicaine et mort-née, la Constitution wallonne est une réponse inadéquate aux drames wallons, qui se nomment impuissance politique, échecs économiques et dysfonctionnements de la démocratie. Elle

enferme la Wallonie dans la prison belge. Enfin, ses auteurs ne bénéficient pas de l'autorité politique et morale pour réussir devant le Parlement. Leur populisme clientéliste et les carences de leurs gestions ministérielles passées pèsent trop lourdement.

En un mot, le projet de Constitution wallonne n'est qu'une diversion publicitaire qui restera sans lendemain. Décidément, notre tâche n'est pas terminée.

Dernière minute ! Vers une coopération électorale loyale et efficace entre réunionistes.

Dans la perspective des prochains scrutins provinciaux et législatifs, un accord d'association électorale a été conclu entre le R.W.F. et « Liège-France », un important groupe de militants issus des anciennes listes « F.R.A.N.C.E. ». Le groupe « Liège-France » est animé par MM. André SCHREURS et Jean-Alexis D'HEUR, deux personnalités dont la fidélité au mouvement wallon et à la France ne s'est jamais démentie.

Dans la province de Liège, 10 candidat(e)s prendront place sur les listes R.W.F. aux élections provinciales d'octobre 2006 dans les arrondissements de Liège, Verviers et Huy-Waremme.

L'accord électoral est fondé sur un programme clairement réunioniste de rattachement de la Wallonie à la République française. On comprend ainsi pourquoi on ne peut que se féliciter d'une clarification attendue depuis longtemps et réalisée dans la loyauté et le respect réciproques.

Une autre bonne nouvelle mérite d'être signalée : sous la conduite de son ancienne tête de liste Jean NANDRAIN, la totalité de l'équipe du groupe « F.R.A.N.C.E. » en Hainaut occidental (Tournai-Ath-Mouscron) a également décidé de rejoindre les listes R.W.F. à l'occasion des prochains scrutins.

L'esprit d'ouverture qui a caractérisé ces deux négociations doit être salué : il a permis d'avancer d'un grand pas sur la voie de l'union au service de notre idéal commun, et donc sur la voie d'une meilleure efficacité électorale. Les questions de personnes se sont ainsi effacées au profit de l'intérêt supérieur de la cause pour laquelle nous combattons.

Les accords déjà conclus sont naturellement ouverts, sans préalables et sans exclusives, à tous ceux qui voudraient encore œuvrer avec nous dans une perspective sincèrement réunioniste.

Les trois Wallonie possibles

Par Raymond Noterdaem, de la section de Namur.

Il devient de plus en plus clair que la Flandre est en route vers son indépendance. Les signes avant-coureurs sont apparus il y a plus de quarante ans lorsque la Flandre revendiquait déjà son autonomie culturelle. La suite de cette évolution aura été marquée par l'élimination, ou la scission entre entités fédérées, de toutes les institutions qui relèvent directement de l'Etat Belgique, telles que la Gendarmerie ou le Commerce Extérieur. Quant à l'Armée, la Sécurité Sociale, l'Emploi, et ... le Roi, ils feront l'objet de tractations sordides dès après les élections législatives de 2007.

Devant une telle perspective, trois choix se présentent aux Wallons et aux Bruxellois.

Le premier choix consiste à laisser la Flandre poursuivre son émancipation complète au détriment de l'Etat Belgique, en essayant vainement de freiner le mouvement. C'est la politique adoptée jusqu'à présent par les dirigeants politiques wallons et bruxellois francophones. Elle se caractérise par la soumission aux appétits flamands, et le manque flagrant de perspectives à long terme. Le résultat final sera une Wallonie vivant aux crochets d'une Flandre autonome, qui troquera chaque soutien financier contre l'abandon progressif de tous les pouvoirs politiques de la Wallonie. Néanmoins, certains politiciens «wallons» n'hésiteront pas, pour conserver quelque parcelle de pouvoir, à servir de courroie de transmission pour leurs nouveaux maîtres du Nord. Ce serait la Wallonie des «collabos».

Le deuxième choix pour la Wallonie est de se déclarer indépendante. L'impact d'une telle décision serait dramatique pour la population wallonne. En effet, selon les chiffres du «Manifeste pour une Flandre indépendante en Europe», publié en novembre 2005 par le club de réflexion «In de Warande», chaque année une somme de 8 milliards d'euros (chiffre de 2003) est transférée de la Flandre vers la Wallonie via la Sécurité Sociale, le budget fédéral, le financement des Régions et des Communautés, et la dette publique. Même en divisant ces montants par deux, cela représente quatre fois le budget du Plan Marshall, ... chaque année ! Si les dirigeants de cette nouvelle «entité francophone» veulent éviter une faillite sociale et financière, il leur faudra frapper à la porte de l'Europe pour mendier un traitement de faveur. L'Europe ne pourrait pas rester sourde aux supplications d'une région qui abrite le siège des Institutions européennes, de l'Otan et du SHAPE ! La

Wallonie deviendrait alors une sorte de Protectorat européen. Ce serait la Wallonie des « couillons », ses habitants ayant perdu tout pouvoir sur leur propre avenir.

Le troisième choix (mais le meilleur !) pour la Wallonie est de négocier au plus tôt une union avec la France, afin de trouver un allié de poids dans l'inévitable divorce à l'amiable qu'il faudra bien mener avec la Flandre. L'association intime avec la France pourrait provoquer le coup de fouet nécessaire pour rendre aux Wallons la fierté, la grandeur et l'espoir d'un avenir prometteur. La France peut en effet se montrer généreuse envers les peuples qui acceptent les bienfaits des lois républicaines. Les Wallons et les francophones de Bruxelles se retrouveraient enfin au sein d'une vaste communauté francophone dont ils ont été arrachés en 1815 par la faute des grandes puissances européennes. Ce serait la Wallonie des « citoyens ».

Il est temps que les Wallons et les Bruxellois ouvrent les yeux devant la réalité d'une Belgique « en évaporation ». Nous entrons en effet dans le « dernier quart d'heure » (comme le dit si bien Paul-Henry Gendebien) au-delà duquel un scénario à la yougoslave pourrait se substituer au scénario à la tchécoslovaque.

Pourquoi encore fêter le 1er Mai ?

Par Jean-Sébastien Jamart, de la section de Namur.

Lors des discours du 1er Mai, l'accent n'a pas été mis sur la principale revendication sociale digne de ce nom : du travail pour les Wallons.

Le plein-emploi est une utopie disent les économistes. Le malheur c'est qu'en Wallonie, le « plein chômage » sera bientôt une réalité. Ainsi, d'après le Forem, le taux de demande d'emploi est passé en mars 2006 à 18% pour l'ensemble de la Wallonie. Comment se portent nos grandes villes wallonnes ? 30.31% de chômage à Liège, 17.74% à Namur, 29.07% à Charleroi, 24.89% à Mons, 17.51 % à Tournai, ...

Or, plutôt que de parler du vrai problème des gens, du travail, MM. Daerden et Di Rupo préfèrent en ce 1er Mai proclamer urbi et orbi qu'une Nation francophone pourrait prendre le relais de la Belgique, si la Flandre proclame son indépendance. Sont-ils seulement conscients que leur Nation francophone ne remplirait pas les critères économiques de convergence et de stabilité fixés par les Traités européens de Maastricht et d'Amsterdam : elle serait exclue de l'Eurogroupe et ne pourrait même pas adhérer à l'Union européenne si celle-ci appliquait strictement les Traités européens.

Les Présidents des sections d'arrondissement du RWF-RBF

- **Brabant wallon**

Laurent Brogniet

74, chaussée de Huy à 1325 Dion-Valmont

010/68.13.84 - 0475/325734 - laurent.brogniet@skynet.be

- **Bruxelles**

Jean-François Goosse

10, rue Paul Hankar à 1180 Bruxelles - 0477/504556

- **Charleroi**

André Dumont

19, Troisième Avenue à 6001 Marcinelle

Contact : 071/30.30.52 (Claire Molinghen) - clairemolinghen@hotmail.com

- **Huy-Waremme**

Marcel Dehalu

6, rue de la Pêcherie à 4570 Marchin - 085/412877 - marceldehalu@hotmail.com

- **Liège**

Georges Régibeau

26, rue du Limbourg à 4000 Liège - 04/2251439

- **Luxembourg**

Geneviève Jossart

4, rue Régnier à 6767 Lamorteau - 063/570555 - genejossart@yahoo.fr

- **Mons**

Serge Havet

157, rue Gabriel Péri à F-59460 Jeumont

0033(0)327650038 - havet.serge@wanadoo.fr

- **Namur-Dinant-Philippeville**

Raymond Noterdaem

1, rue du Chauffour à 5000 Namur - 0475/240086 - noterda@attglobal.net

- **Soignies-La Louvière**

Max Hasselin

9, avenue des Pâquerettes à 7090 Braine-le-Comte - 067/55.54.12

- **Thuin**

Willy Saintenoy

20, rue Marguerite d'York à 7130 Binche

064/366906 - 0478/348617 - willy.saintenoy@skynet.be

- **Tournai-Ath-Mouscron-Comines**

Jean-Noël Marquebreucq

36, rue Albert Asou à 7500 Tournai

Contact : 0495/700667 - Jean-Pierre.Hellin@ngk.be

- **Verviers**

Eric Henrard

9 A, rue de Pirhettes à 4830 Limbourg

0476/999074 - e.henrard@skynet.be

En cas de nécessité, vous pouvez contacter directement un responsable du parti au 0472/654160 !

Le RWF présentera des listes aux élections provinciales du mois d'octobre prochain. Les listes de certains arrondissements ne sont pas encore complètes. Nous avons besoin de vous ! Nous ne demandons que votre accord de figurer sur une de nos listes. Rien de plus. Compte tenu de la parité hommes/femmes, les candidates féminines sont plus que bienvenues. N'hésitez pas à contacter les responsables de vos sections d'arrondissement.

A votre agenda !

- **Samedi 17 juin à Verviers**

Commémoration de l'**Appel du 18 juin 1940** du Général de Gaulle.

Organisation : **section RWF de Verviers**. Tous les détails en dernière page.

- **Fête du 14 juillet à Liège**

Où ? Au Palais des Congrès, Esplanade de l'Europe.

Bals populaires, marché typiquement gaulois et gigantesque feu d'artifice animent cette célébration de la fête nationale française à Liège, qui est en importance, la seconde manifestation liégeoise après les fêtes du 15 août en Outremeuse.

Banquet à 20 h 30 où se revoir entre amis.

Avec la **section RWF de Liège**, vous souhaitez y participer de façon militante ?

Contactez Paul Durieux - 04/263.69.17 - pauldurieux2003@yahoo.fr

- **Spectacle théâtral «Le coeur de Saint Lambert»** de Georges Régibeau les 15, 16 et 17 septembre au Théâtre des Chiroux à Liège. Les représentations des 15 et 16 se dérouleront à 20 h, celle du dimanche 17 dès 17 h. Prix d'entrée : 5 E. (la totalité des bénéfices réalisés à cette occasion seront versés sur le compte du parti.)
Réservation : Paul Durieux - 04/263.69.17 - pauldurieux2003@yahoo.fr

La presse flamande : un florilège

- *Votre Roi est francophone, c'est normal que le Premier Ministre soit toujours un Flamand !*

Luc Van der Kelen, éditorialiste du Laatste Nieuws (Canvas, 2.5.2006)

- *La Wallonie est trop chère !*

Manchette du Standaard (7.4.2006)

- *En cas de mauvaise volonté des francophones, les Flamands devront se placer en dehors du cadre de la Constitution belge et, à partir du Parlement flamand, proclamer la Flandre région autonome comme cela s'est fait récemment en Catalogne. Les autres suivront bien !*

Robert Senelle (Standaard, 27.3.2006)

- *La prochaine coalition sera la dernière à pouvoir combattre le Vlaams Belang.*

Pieter De Crem (Menzo, janvier 2006)

- *La Wallonie est un sac de cailloux sur le dos d'une Flandre lancée dans une course cycliste de montagne.*

Yves Leterme (Dag allemaal, 24.12.2005)

- *Les flux d'argent, les fameux transferts, de la Flandre vers Bruxelles et la Wallonie, sont un argument en faveur de l'indépendance. Ils constituent une menace pour la prospérité de la Flandre.*

Remi Vermeiren, ex-patron de la KBC (Knack, 30.11.2005)

- *La Belgique court à l'implosion.*

Wilfried Martens (Morgen, 22.11.2005)

- *Tous les dix ans, le PS assure qu'il va se moderniser et chaque décennie nous sommes trompés. Le PS ne résout aucun problème, il les laisse en l'état.*

Derk Jan Eppink (Knack, 19.10.2005)

La Flandre, même indépendante, continuera à revendiquer tous azimuts.

Elle ne s'arrêtera pas à Overijse et Hal. Elle a déjà en ligne de mire Mouscron-Comines, Enghien, Flobecq, les Ardennes en friche (bon Franc ne peut mentir !), Tubize et Wavre.

Saviez-vous que Braine-l'Alleud, sans le combat wallon, serait devenu «bilingue» en 1963, à l'instar de Linkebeek et de Rhode-Saint-Genèse ?

Eh bien, en 2005, les flamingants se sont rappelés au bon souvenir des Brainois. Restez vigilant !



Incursion violente du Voorpost (groupement néo-nazi proche du Vlaams Belang) à Braine-l'Alleud en 2005

**Dans le prochain Trait d'Union,
vous trouverez notre programme électoral
et les listes de tous les candidat(e)s du R.W.F.!**

Courrier des lecteurs : méthode facile pour faire passer nos idées !

- Dans le courrier des lecteurs du Soir (27.12.2005), un lecteur de Schaerbeek en dit bien plus long que tous les discours de la pensée unique :

« Je travaille depuis plusieurs années dans une banque flamande à Malines, entouré entièrement de collègues flamands. Tous ne sont ni extrémistes, ni foncièrement antifrancophones. Mais la Wallonie, c'est pour eux (déjà) un pays étranger dont le seul intérêt est le tourisme dans les Ardennes. Aucun ne feuillette jamais un journal francophone, ni ne regarde les chaînes télé francophones (la plupart ne sont même plus diffusées sur leur câble), alors qu'ils suivent assidûment des émissions anglaises. Ils ne connaissent de la Wallonie et de Bruxelles que ce que les médias flamands leur en racontent. Tous les jeunes fraîchement engagés parlent l'anglais et l'allemand, mais sont incapables de formuler la moindre phrase cohérente en français. Affirmer que la scission de la Belgique n'est pas une bonne idée, entre autres parce que « la grande majorité des Flamands n'en veut pas » est un leurre. D'abord « la grande majorité », comme partout, est silencieuse et suiveuse. Ensuite, parce que, lorsque l'heure du choix aura sonné, la question ne leur sera pas posée benoîtement. Lorsqu'on leur fera miroiter le bien-être total de la Flandre (la poudre aux yeux), je vous garantis que le sort des francophones pèsera peu dans la balance... »

- Après avoir posé des questions précises sur l'avenir du pays, l'hebdomadaire Ciné-Télé Revue du 11 mars 2005 a répercuté l'avis de quelques-uns de ses 300.000 lecteurs. Voici ce que notre ami Laurent Brogniet, Président du RWF Brabant wallon, a réussi à passer.

1. Voulez-vous conserver la Belgique telle qu'elle est ?

Sûrement pas ! Je suis Wallon du Brabant wallon, j'ai travaillé dix ans à Luxembourg et suis revenu en 1999 à Bruxelles. Je n'ai trouvé, depuis mon retour, que mépris et racisme à l'égard des francophones. Cela ne peut plus durer. Nous devons relever la tête ! Ne pas accepter ce mépris ! Tout cela, bien sûr, sans jamais utiliser les méthodes et arguments des extrémistes de tout bords qui font honte à l'Humanité. La Belgique, cet état artificiel

est moribond et c'est tant mieux ! Je suis intimement convaincu que nos relations avec les Flamands seront bien meilleures une fois la fin de la Belgique consacrée.

2. Avez-vous une solution pour empêcher la mort de la nation ?

Il ne faut surtout pas empêcher l'inéluctable ! Ne maintenons pas le couvercle sur une casserole en ébullition, ... cela explose !

Quand un couple ne s'entend plus (surtout si le mariage fut forcé), il faut que les conjoints se séparent avant qu'ils n'en finissent par se haïr irrémédiablement ou pire, qu'ils en viennent aux mains.

En guise de conclusion, je voudrais dire à nos amis flamands que je respecte leur désir et leur droit à l'indépendance pour autant qu'il soit exprimé démocratiquement et dans le respect de l'Autre. Je voudrais leur dire : « Parlons-nous, séparons-nous à l'amiable en vue de mettre fin à cette erreur de l'Histoire ». « Repartons sur des bases plus claires et respectueuses des différences de chacun et vivons ensemble dans la maison européenne » mais débarrassés de la chambre commune qu'on nous a imposée en 1830.

Un destin bien plus grand s'offre à nous, francophones et Wallons de ce futur ex-pays. Un destin de bon sens dans un Europe qui se construit. Nous sommes de langue et de culture française. Alors ... Qu'attendons-nous ... ?

- **Philippe Boulanger**, de Jodoigne, a été repris dans le courrier des lecteurs de La Dernière Heure (20.3.2006) toujours très lu.

Ne nous laissons pas endormir !

Ne sortez pas les drapeaux noir-jaune-rouge trop vite !

Même si le sondage affirme qu'une majorité de flamands ne veulent pas la fin du pays, ils exigent plus de compétences et votent pour des partis séparatistes (le CD&V est en cartel avec les nationalistes de la N-VA !). Nos « amis » flamands veulent la fin de la solidarité avec les Wallons et les Bruxellois, régionaliser les soins de santé, les allocations familiales, le chômage... et c'en est fini de la Belgique ! Ne nous laissons pas endormir par le double langage des flamands. L'Etat belge soumis à la Flandre ne mérite plus notre confiance, préparons l'après-Belgique.

A vos agendas!

Samedi 17 juin 2006 à 17 h

Venez nombreux, avec vos drapeaux français et ceux du RWF, commémorer l'Appel du 18 juin 1940 du Général de Gaulle

Rendez-vous à 16 h 30

à l'Hôtel de l'Amigo, rue Herla 1 (Parc de la Tourelle)

Comment s'y rendre en venant de Liège ?

E25/A25 en direction d'Aix-la-Chapelle et Verviers.

E40/A3 en direction de Verviers.

E42 / A27 en direction de Verviers.

Autoroute sortie n° 6 – direction Verviers sud.

Le **Monument Charles de Gaulle** se situe en face du **parc de la Tourelle**, au sommet de la rue du Parc, où elle coupe la rue Herla.

Renseignement : Claude Henrard – 0476/856256 ou claudе.henrard@skynet.be

Un nouveau trésorier

Le Bureau Exécutif du RWF, réuni à Charleroi le 6 mai, a confirmé la nomination a.i. au poste de Trésorier national de Laurent Schmitz, Eric Pletinckx étant démissionnaire pour raisons professionnelles,

Notre ami Laurent a déjà prouvé sa haute conscience des tâches qui lui sont confiées au sein de la section du Brabant Wallon.

Toute question concernant une opération financière (affiliation, facturation, cartes de membre ...) peut lui être transmise à l'adresse suivante :

28, avenue Baudelaire à 1300 Wavre - 010/22.58.90 - 0476/320107.

Le RWF commence le match avec trois buts de retard !

Nous ne recevons pas un eurocentime des pouvoirs publics pour le fonctionnement du parti ou pour les campagnes électorales.

Nous lançons donc un appel : **renouvelez d'urgence votre cotisation** sur le compte RWF-RBF **000-0700633-02** (20 euros et 10 euros pour les retraités, chômeurs et étudiants). Les élections sont proches et elles coûtent cher ! Votre cotisation servira, entre autres, à couvrir les frais du périodique que vous tenez en main, des affiches et des tracts.

Versez également vos dons au « Fonds de combat » : 000-3254198-42.